

## EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL SYNDICAL

SEANCE DU : 12 NOVEMBRE 2024

**PRESENTS :** Mme TURCAT (Titulaire d'Anglet), M SUSPERREGUI (Titulaire de Bayonne), Mme DUHALDE Kattalin (Suppléante d'Ayherre), Mme LE CAM (Titulaire de Bassussarry), Mme CASCINO (Titulaire de Biarritz), M ITHURRIA Pantxo (Suppléant de Bidart), M DARTIGUES Alain (Titulaire du Boucau), M BARBIER Roger (Titulaire de Cambo- Les-Bains), Mme LOYCE (Titulaire de Larressore), Mme DURQUETY (Titulaire de Mouguerre), Mme LARRIEU (Titulaire de Saint-Pierre-d'Irube), M LESCARRET (Titulaire d'Urcuit), M SERRANO (Suppléant d'Ustaritz).

**PROCURATIONS :** M. DURRITZAGUE (Titulaire d'Hasparren) à Mme LE CAM (Titulaire de Bassussarry), M. HARISPOUROU (Titulaire d'Ixassou) à M SERRANO (Suppléant d'Ustaritz), Mme MINNE (Titulaire de Lahonce) à Mme LARRIEU (Titulaire de Saint-Pierre-d'Irube), Mme URRUTY Chantal (Titulaire de Louhossoa) à Mme LOYCE (Titulaire de Larressore).

### 3 – Vote du débat d'orientation budgétaire 2025.

M. SUSPERREGUI, Vice-Président expose :

Conformément aux dispositions de l'article L2312-1 du Code général des collectivités territoriales, la préparation du budget primitif est précédée, pour les communes et établissements publics de plus de 3 500 habitants, d'un rapport sur les orientations budgétaires. Ce rapport donne lieu à un débat.

Ce débat doit se tenir dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget primitif et porte sur les orientations générales pour l'exercice budgétaire concerné. Ce délai est porté à 10 semaines pour les collectivités appliquant la nomenclature la M57. Le débat peut intervenir à tout moment à l'intérieur de ces délais. Il ne constitue qu'un stade préliminaire à la procédure budgétaire (dont il constitue un élément substantiel) et ne présente aucun caractère décisionnel. Cette délibération, qui se limite à prendre acte de la tenue du débat, doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée.

L'article 107 4° de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) est venue modifier l'article L. 2312-1 du CGCT pour préciser le contenu obligatoire du rapport du débat d'orientations budgétaires (DOB).

Dans sa circulaire du 30 janvier 2024, le Préfet des Pyrénées Atlantiques rappelle que cette délibération spécifique donne lieu à un vote. Ainsi, par son vote, l'assemblée délibérante prend non seulement acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire mais également de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB. La délibération précise que son objet est le vote du DOB sur la base d'un rapport et fait apparaître la répartition des voix sur le vote.

L'obligation de transmission du rapport au représentant de l'État s'applique à l'ensemble des collectivités, y compris les communes dont le nombre d'habitants est compris entre 3 500 et 10 000 habitants (art L. 2312-1 du CGCT).

Le rapport des orientations budgétaires 2025 du Syndicat TxakurraK est annexé à la présente délibération.

Conformément à l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président propose d'examiner les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels ainsi que la structure et la gestion de la dette préalablement au vote du budget de l'exercice 2025.

Considérant que le rapport d'orientation budgétaire annexé.

Il est demandé au Conseil Syndical d'adopter le débat d'orientation budgétaire 2025.

**ADOpte A L'UNANIMITE.**

Pour extrait conforme au registre des délibérations,

LA PRESIDENTE,

Joëlle TURCAT.

